



Un **Meilleur**
Avenir pour les
Filles rurales :
Kit d'information
du Responsable de programmes





Introduction

Nombreux sont les pays d'Afrique de l'Ouest où les filles des zones rurales sont les plus défavorisées. En effet, elles n'ont pas les mêmes chances que les garçons des zones rurales ou leurs camarades urbaines de recevoir une éducation, d'utiliser les services de santé ou d'obtenir un emploi pour être indépendantes du point de vue financier. En fait, il leur est pratiquement impossible de décider du cours de leur vie. Elles n'ont pas le pouvoir de prendre des décisions. Le milieu rural résiste au changement, les filles sont donc davantage soumises que celles des villes et doivent se plier aux coutumes traditionnelles comme le mariage et la grossesse précoces ou encore la mutilation génitale de la femme.

Étonnant de noter donc qu'il existe si peu de programmes et de projets de santé et de développement rural en Afrique francophone qui cherchent à aider les filles des zones rurales alors que celles-ci sont confrontées à une vie pourtant bien difficile. C'est bien la raison pour laquelle UNFPA et Family Care International ont effectué une recherche participative avec des filles, des garçons, leurs familles et les dirigeants locaux dans trois communautés rurales—Soula, Burkina Faso ; M'Biénina, Mali ; et Méouane, Sénégal—pour mieux connaître le type d'obstacles auxquels se heurtent les filles et trouver des stratégies pour répondre à leurs besoins. C'est au niveau de l'éducation, des moyens de subsistance et de la santé de la reproduction que se situent les trois grands domaines d'intervention essentielles pour un meilleur avenir des filles rurales.

ÉDUCATION

Dans le monde rural, les filles doivent absolument recevoir une éducation, qu'elle soit formelle ou informelle : c'est la condition sine qua non pour qu'elles puissent réaliser des progrès. Et pourtant, à l'heure actuelle, peu de filles dans les régions rurales fréquentent l'école. Prenons le cas du Mali : la majorité des filles âgées de 12 ans dans les régions rurales de ce pays—72 %—et n'auront probablement jamais fréquenté l'école et probablement qu'elles n'auront jamais la chance de le faire.

Tous ceux qui ont participé à l'évaluation des besoins, aussi bien les filles que les adultes, ont reconnu les avantages de l'éducation du point de vue socio économique.

Les filles souhaitent vivement acquérir les connaissances et compétences qui leur permettraient de participer à « d'importantes affaires communautaires ». Elles s'accrochent autant qu'elles peuvent aux possibilités d'éducation qui se présentent à elles et sont passionnées par l'instruction qu'elles peuvent recevoir.

Par ailleurs, on connaît bien la relation positive qui existe entre le niveau d'instruction et une meilleure santé de la reproduction. Nombreuses sont les études qui ont montré que lorsque les filles poursuivent leur éducation, vont jusqu'au secondaire, elles attendront plus longtemps pour se marier, elles auront leur premier enfant à un âge plus avancé et elles auront aussi moins d'enfants. Réciproquement, retarder le mariage et la première naissance de quelques années peut ouvrir davantage d'opportunités pour poursuivre leur éducation, ce qui n'est pas souvent le cas pour les filles rurales.

Qu'est-ce qui permet à une fille de la campagne en Afrique francophone de FRÉQUENTER l'école ?

D'après notre enquête, cela demande les changements suivants au niveau de la communauté :

- ⊗ **Changer les comportements et attitudes qui influencent l'éducation des filles** : mettre fin au mariage forcé et précoce et aux fiançailles à un jeune âge ; attendre d'avoir l'âge de la majorité avant de se marier ; et permettre aux filles de choisir quand se marier et avec qui.
- ⊗ **Aider les communautés et les familles rurales pour qu'elles aient les moyens de fournir une éducation de qualité aux filles**, en supprimant les barrières économiques (y compris en fournissant aux filles les moyens de générer des revenus qui ne vont pas compromettre leur éducation).
- ⊗ **Reconnaître et protéger davantage les droits des filles et à l'éducation et à un traitement équitable, sans discrimination, aux niveaux familial, communautaire, et national.**

Dans tous les cas, la communauté doit toujours participer aux discussions pour trouver des réponses créatives et efficaces à ces problèmes.



Liz Gilbert, la Fondation David et Lucille Packard



Principales stratégies de politiques et programmes

Pour les décideurs/dirigeants

- ⊗ Appliquer des lois, des accords internationaux, et des engagements pris concernant le droit des filles à l'éducation, et suivre et évaluer leur mise en œuvre au niveau national. Défendre les droits des filles rurales comme groupe ignoré qui doit recevoir une attention prioritaire.
- ⊗ Réunir les faits sur les abus sexuels auxquels sont exposées les filles en allant et en rentrant de l'école et au sein même de l'école, et élaborer des politiques bien explicites pour les protéger.
- ⊗ Utiliser les ressources du gouvernement pour construire un plus grand nombre d'écoles secondaires dans les zones rurales et de meilleures conditions pour les filles.
- ⊗ Accorder plus de ressources pour les salaires des enseignants, les fournitures scolaires, et les infrastructures.
- ⊗ Défendre l'équité entre les genres et le droit des filles dans le contexte scolaire pour qu'elles puissent achever leur éducation.
- ⊗ Former et déployer un plus grand nombre de femmes dans le corps enseignant des zones rurales.

Pour les responsables des programmes

- ⊗ Mettre en œuvre des stratégies de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) pour influencer les différentes parties concernées, y compris les filles, les parents, les dirigeants communautaires, et autres membres influents de la communauté. Ces stratégies peuvent inclure des causeries/débats, sketches, et émissions radiophoniques avec comme messages clés: le droit des filles à l'éducation ; les avantages découlant de l'éducation des filles, pour elles-mêmes et pour leur famille ; les recommandations pour retarder le mariage et la grossesse précoces ou veiller au moins à ce que cela ne les empêche pas de rester à l'école ; et diverses stratégies pour répondre aux soucis et perceptions négatives qui découragent les parents d'envoyer leurs filles à l'école. Discuter avec les dirigeants communautaires pour se mettre d'accord sur les mesures et les engagements à prendre pour augmenter les possibilités d'éducation pour les filles (certaines communautés ont conclu des « contrats sociaux » exigeant une scolarisation à part égale pour les garçons et les filles).

- ⊗ Renforcer les capacités des communautés rurales pour faire le plaidoyer pour obtenir une meilleure infrastructure pour l'éducation ; pour devenir membres des comités de l'éducation ; établir des partenariats avec d'autres conseils ruraux pour mettre en commun l'argent ; et trouver diverses stratégies pour financer l'éducation des filles.
- ⊗ Rechercher et aider les communautés à accéder au financement disponible (bourses, etc.).
- ⊗ Plaider pour la formation et le déploiement d'un plus grand nombre de femmes dans le corps enseignant des écoles rurales.
- ⊗ Mettre en place des programmes qui offrent des possibilités de générer des revenus aux filles afin de réduire leur migration en ville en quête de travail. Demander aux organisations qui s'occupent du développement économique rural, d'intégrer à leurs projets un volet de sensibilisation à l'éducation des filles.
- ⊗ Traiter les mythes et réalités de menaces à la sécurité des filles qui quittent la maison pour poursuivre leur éducation, et ce, à travers la CCC et autres stratégies y compris: le plaidoyer pour un plus grand nombre de femmes enseignantes, des escortes pour les accompagner à l'école, des structures d'accueil en famille ou encore des dortoirs avec des surveillantes. Appuyer les communautés à élaborer des réponses créatives et efficaces aux soucis de sécurité.

MOYENS DE SUBSISTANCE

Bien qu'elles y aspirent, rares sont les possibilités pour les filles des zones rurales en Afrique francophone d'atteindre une **indépendance économique**. Malgré le fait qu'elles travaillent dur, peu d'entre elles gagnent de l'argent et même si elles en ont, ce sont des salaires insignifiants souvent dans des secteurs non qualifiés.

En fait, il n'existe pratiquement aucune possibilité pour elles d'acquérir des compétences qui leur permettraient de gagner une indépendance économique, si ce n'est qu'auprès de quelques programmes qui en sont à leurs premières étapes. Les perceptions traditionnelles du rôle des filles restreignent leur mobilité et par conséquent, leur accès à des formations ou travail à l'extérieur. De même, elles n'occupent pratiquement aucune place dans les sphères du pouvoir et de prise de décision, limitant ainsi leurs possibilités d'exprimer et faire prendre en compte leurs besoins et préférences. Cependant, quelques initiatives sont en cours et les résultats sont prometteurs. À présent, il faut des stratégies pour étendre à grande échelle les plus réussis de ces programmes pionniers.

Le défi principal à relever est d'équiper les filles de compétences, outils et structures qui leur permettront de s'engager dans des activités économiques productives, durables et rentables. Cela s'entend : s'assurer que les filles seront en mesure de bien gagner leur vie et de contrôler ce qu'elles gagnent.

Mesures essentielles pour aider les filles à atteindre une indépendance économique :

- ⊗ Dispenser une formation aux filles des zones rurales pour qu'elles acquièrent des compétences et qualifications professionnelles.
- ⊗ Créer un contexte favorable à la participation des filles aux activités génératrices de revenus, et leur donner un meilleur accès au crédit, financement et structures de soutien social.
- ⊗ Responsabiliser les filles et augmenter leur participation aux sphères de prise de décision.

Principales stratégies de politiques et programmes

Pour les décideurs/dirigeants

- ⊗ Promouvoir et plaider pour un contexte financier plus favorable pour les filles en facilitant, entre autres, leur accès au crédit, aux prêts, et aux avances de démarrage.
- ⊗ Prendre (ou plaider pour) des mesures garantissant les cartes d'identité pour les filles par le biais des législations mandant l'enregistrement des naissances et mariages, la mise en place de mécanismes pour la délivrance de certificats valides et pour la motivation pour les habitants des zones rurales de suivre ces lois.
- ⊗ Mettre en place et/ou plaider pour des formations professionnelles et commerciales pour les filles des zones rurales y compris la création de centres ruraux de formation professionnelle et l'adoption de programmes scolaires adaptés aux besoins des communautés rurales. Intégrer à toutes les occasions possibles, les questions de santé de la reproduction aux programmes destinés aux filles des zones rurales – à l'école, dans les programmes d'alphabétisation, et dans la formation professionnelle.
- ⊗ Promulguer et/ou plaider pour des lois en faveur de la participation équitable des filles à l'éducation, à la prise de décision, etc.
- ⊗ Augmenter la participation des filles dans les comités de prise de décisions économiques et politiques aux niveaux communautaire, provincial, et national.



Pour les responsables des programmes

- ⊗ Aider à organiser les filles en structures autonomes ou les insérer dans des groupements féminins ou groupes de jeunes déjà en place.
- ⊗ Dispenser une formation qui réponde aux besoins des filles rurales afin qu'elles puissent participer véritablement aux comités de prise de décisions économiques et politiques.
- ⊗ Créer ou appuyer des centres ou programmes de formation professionnelle pour les filles rurales pour leur permettre d'acquérir les compétences et les qualifications qu'elles souhaitent tellement obtenir.
- ⊗ Réaliser des projets pour améliorer l'accès des filles aux crédits et financements tels que les prêts pour les groupes de filles.
- ⊗ Dans tous ces programmes, intégrer systématiquement un volet santé pour renforcer chez les filles, la connaissance de leur corps et leur permettre de mieux protéger leur santé reproductive.
- ⊗ Utiliser la CCC (voir chapitre sur l'éducation) et d'autres stratégies pour sensibiliser la famille et les membres de la communauté à l'importance de l'éducation des filles et aux avantages y découlant qui leur permettent de mieux gagner leur vie et devenir autonomes.
- ⊗ Aider à trouver des marchés au niveaux national et international pour les produits faits par les filles.
- ⊗ Mettre en place et appuyer des mécanismes pour accroître la participation des filles dans les sphères de pouvoir et de prise de décision (volontariat, formation en leadership, documentation sur les filles).

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

La santé de la reproduction est d'une grande importance pour les filles et leur famille : des grossesses difficiles et rapprochées, ainsi que le manque d'accès aux services de santé reproductive ont été cités comme de graves problèmes par les filles et leur famille. Il existe de nombreux facteurs sociaux et culturels qui exposent les filles au risque de connaître des problèmes de santé de la reproduction : mariage précoce ; grossesse précoce ; mutilation génitale féminine (MGF) ; et manque d'information sur leur corps, son fonctionnement et la santé de la reproduction en général. Par ailleurs, leur accès aux services de santé de la reproduction est très limité. Plus elles auront accès à une bonne information et à de bons services de santé de la reproduction, plus elles seront conscientes de leurs besoins et plus elles auront la volonté et les moyens d'améliorer leur santé de la reproduction.

L'évaluation des besoins met en avant trois interventions d'un caractère urgent :

- ⊗ Augmenter les connaissances en santé de la reproduction chez les filles ;
- ⊗ Améliorer l'accès à des services de santé de la reproduction de haute qualité qui sont amis des jeunes, et surtout des filles.
- ⊗ Diminuer l'incidence des pratiques néfastes.



Principales stratégies de politiques et programmes

Pour les décideurs/dirigeants

- ⊗ Vulgariser et appliquer les lois concernant l'âge légal minimum pour le mariage là où elles existent (à savoir, dans la plupart des pays de la sous région de l'Afrique de l'ouest) et dans le cas contraire, prendre les mesures nécessaires pour l'adoption de telles lois.
- ⊗ Formuler et appliquer des politiques et directives qui interdisent le consentement de tierces parties pour les soins de santé de la reproduction et demander au personnel soignant de respecter de telles politiques.
- ⊗ Promulguer des lois et politiques qui interdisent la MGF. Encourager toute discussion politique sur les conséquences nuisibles de cette pratique et chercher l'aide des dirigeants religieux pour clarifier la position des grandes religions sur la MGF.
- ⊗ Travailler avec les ministères de la santé pour améliorer la qualité des soins à travers, par exemple, la formation des prestataires, les services amis des filles et les approches d'amélioration de la qualité (COPE¹ et « Appreciative Inquiry »²).
- ⊗ Promouvoir et plaider pour l'application du programme d'action de la CIPD à tous les niveaux du gouvernement.
- ⊗ Octroyer les ressources nécessaires pour une assistance qualifiée à l'accouchement : construire ou améliorer les infrastructures, prioriser la formation et le déploiement de sages-femmes professionnelles dans les zones rurales.
- ⊗ Augmenter le niveau général de ressources (humaines et financières) pour les services de santé dans les zones rurales peu desservies.
- ⊗ Appuyer la création de caisses d'assurance, de tontines, et d'autres systèmes de mutuelles afin d'élargir l'accès des populations rurales au crédit.



Pour les responsables de programmes

- ⊗ Reconnaître que les changements nécessaires pour améliorer l'accès des filles à l'information et aux services de santé de la reproduction ne pourront se faire qu'avec un changement d'attitude et l'engagement des adultes. Concevoir une recherche formative et des stratégies de programme qui tiennent compte de ces facteurs « contextuels ». Tenir compte notamment de la dynamique du genre à chaque étape de la planification et de l'exécution du programme.
- ⊗ Augmenter les connaissances des filles rurales en matière de santé sexuelle et reproductive en utilisant les médias modernes et traditionnels pour les activités de CCC. Sensibiliser les chefs de famille sur les besoins en soins de santé sexuelle et reproductive des filles.
- ⊗ Sensibiliser les membres de la communauté sur les risques pour la santé de la fille qu'entraîne une grossesse précoce. Mettre au point des stratégies CCC pour retarder le mariage ainsi que la première grossesse des filles rurales.

¹ [Client-oriented, Provider-efficient services]. De plus amples informations sont disponibles à www.engenderhealth.org, site web de l'organisation qui a mis au point COPE.

² Approche partant du principe que les « organisations changent dans la direction de leurs enquêtes ». Voir : Cooperrider et Srivastva, « Appreciative Inquiry in Organizational Life », *Research in Organizational Change and Development*, 1987, Vol. 1.

- ⊗ Sensibiliser les membres de la communauté sur l'importance d'un prestataire qualifié lors de l'accouchement car cela peut sauver la vie de la mère et de l'enfant en cas de complications (surtout les jeunes mères ou celles qui sont mères pour la première fois) et leur apprendre les signes de graves complications pendant la grossesse ou lors de l'accouchement. Discuter de l'adoption de nouveaux comportements qui semblent réalistes aux membres de la communauté (par exemple, la discussion et planification au sein du couple ou de la famille pour assurer un accès à des soins qualifiés quand commence le travail).
- ⊗ Adopter des stratégies de formation et de supervision qui augmentent la qualité des soins et renforcent les attitudes compatissantes des prestataires à l'égard des jeunes filles.
- ⊗ Travailler avec les communautés rurales pour trouver des solutions aux obstacles financiers et liés au transport qui empêchent un grand nombre de jeunes filles et de femmes d'accéder aux services de santé (par exemple, système de partage de coût ou autre stratégie non traditionnelle d'assurance médicale).
- ⊗ Pour les responsables des programmes de santé de la reproduction, chercher à s'allier avec des organisations intervenant essentiellement au niveau de l'éducation et du développement rural pour que les initiatives pour les filles soient reliées aux divers projets d'éducation (y compris le renforcement des compétences) et aux activités génératrices de revenu.

La discrimination à l'égard du genre est un des plus grands problèmes que rencontrent les filles du monde rural. C'est cette discrimination qui les retranchent et les confinent à un rôle dessiné sur mesure par la tradition. *Les filles ne pourront profiter de leurs droits en matière d'éducation, de santé et de subsistance que si on supprime cette discrimination à l'égard de leur genre.*

Certes, les défis auxquels sont confrontés les filles en milieu rural sont énormes mais, avec la volonté politique, des ressources et des interventions ciblées, nous pourrions les relever et ainsi améliorer la santé de ces filles, leurs opportunités de s'épanouir et d'avoir un meilleur avenir.



Un jour dans la vie de...

Bintou a 13 ans. Elle vit dans un village au Mali à environ cinq heures en voiture de Bamako, la capitale du pays. Dans son village, il n'y a pas de route bitumée, que des chemins de terre, il n'y a pas d'électricité, pas d'eau courante ni de centre de santé. Le dispensaire le plus proche se situe à 20 kilomètres.

Pour des filles comme Bintou, l'adolescence n'est pas cette période de préparation, ce passage progressif à l'âge adulte des sociétés de bien des nations industrialisées. Ici on bascule bien plus brutalement dans l'âge adulte, poussé par la force de la tradition et les problèmes économiques. À 13 ans, Bintou a déjà beaucoup de travail à faire à la maison et elle contribue même un peu au revenu familial. Et maintenant, dans les années qui viennent, les choix seront plus restreints, elle sera davantage cloîtrée chez elle et ses tâches deviendront plus nombreuses et plus lourdes : on attend d'elle qu'elle se comporte comme une adulte. À 17 ans, elle sera mariée comme la plupart de ses camarades et peu après viendra le premier enfant.

Pour le moment, elle a 13 ans et elle se trouve à l'aube de cette transition. C'est encore une enfant et elle se sent heureuse. Quand on parle à Bintou et à d'autres filles âgées de 10 à 15 ans, on ne peut s'empêcher de noter combien elles sont joyeuses, remplies de vie, ouvertes, curieuses, et fascinée par tant de choses.

Parlons de la routine quotidienne de Bintou... Les garçons de son âge n'ont pas grand-chose à faire mais pour Bintou c'est différent, bien du travail l'attend chaque matin avant de pouvoir aller à l'école : il faut chercher l'eau au puits, aider à préparer le petit déjeuner de la famille, et parfois laver les habits. L'après-midi quand elle rentre de l'école, elle doit chercher du bois pour faire la cuisine, piler le mil, et aider sa mère à préparer le repas du soir. Une fois arrivée à la maison, elle n'a pas beaucoup de temps pour faire ses devoirs car bien vite il est déjà 20 heures quand elle a fini de laver la vaisselle. Impossible de changer les choses car une fille doit obéir à ses parents et en plus sa famille compte sur elle. Jusqu'à présent, elle tient le coup.

Éducation de Bintou... et puis elle a de la chance, car elle fréquente encore l'école. Bien des camarades ont déjà dû abandonner. En effet, dans les écoles, on compte deux fois plus de garçons que de filles. Elle a tenu bon, dans son ardent désir d'aller à l'école secondaire car elle sait bien que c'est le seul chemin pour elle pour arriver à un avenir meilleur. Mais y arrivera-t-elle ? Il sera bien difficile pour sa famille de continuer de payer les frais de scolarité. Sa mère a besoin d'elle à la maison. Et l'école secondaire la plus proche est à 20 km. Comment fera-t-elle pour s'y rendre tous les jours ou pourra-t-elle vivre dans une famille proche de l'école. Sa famille semble craindre les deux possibilités. Et ainsi, pour un si grand nombre de filles maliennes, l'instruction s'arrête d'un seul coup quand se termine le primaire.
Seule une fille sur dix au Mali va à l'école secondaire et encore moins termine ce cycle.

Sexualité et santé de la reproduction : si peu de choses qu'on connaît et tant de choses dont on a peur... Bintou, ses copines et même les filles plus âgées du village sont bien ignorantes en ce qui concerne la sexualité et la santé de la reproduction. Cela leur fait pourtant bien peur. La contraception est quelque chose d'inconnu pour la plupart d'entre elles. Et le sang de ses premières règles l'a tellement effrayé car personne ne lui avait jamais rien expliqué. L'information ne franchit pas les murs du village. Il y a bien un centre de santé mais en un tour de main on mettrait à la porte des filles qui ne sont pas mariées.

Dans les familles au Mali, les premières règles d'une fille signifient en général qu'on peut commencer à la préparer au mariage. Pour les parents, ces mariages précoces protègent leur fille d'une grossesse en-dehors des liens du mariage et pour eux cela est bien plus important que de la marier si jeune. Certes, dans les villes, l'âge au mariage semble reculer mais dans les zones rurales de l'Afrique francophone, les filles continuent à se marier à un âge très jeune, souvent avant d'avoir atteint l'âge requis par la loi.

Maintenant, Bintou doit commencer à gagner de l'argent pour son trousseau. Il faut absolument qu'elle arrive à convaincre ses parents qu'ils l'aident à continuer ses études car sinon dans deux à quatre ans, elle sera mariée. Avant cela, il faudra qu'elle aille travailler comme aide familiale à la ville pour gagner l'argent pour son trousseau – et là encore elle va perdre une année de son éducation. Tant de filles qu'elle connaît sont allées passer une année à Bamako. Elles gagnent entre 8\$ et 15\$ par mois et jamais Bintou ne pourrait gagner cela chez elle.

Bintou et les autres filles plus jeunes sont bien préoccupées par cette question du mariage. La plupart ne pourront pas choisir leur mari—les parents vont s'en charger— et que se passera-t-il si elles tombent amoureuses de quelqu'un d'autre que leur mari. Là, elles le savent bien, c'est la catastrophe. Les filles se réjouissent bien sûr à l'idée de se marier mais elles ont également peur : cela signifie partir de chez soi, vivre en tant que couple avec leur mari (qu'elles connaissent à peine), être séparée de leurs amis, et s'occuper pour la première fois de son propre foyer.

Bintou a également peur de la première grossesse et du premier accouchement. Elle a entendu les autres filles parler des grossesses difficiles. Et ce mot « grossesses difficiles » renferme bien des choses : épreuve physique et psychologique à cause de leur manque d'expérience, de leur jeune âge, et de l'éloignement de leur famille. Elles n'ont pas reçu les soins médicaux et le soutien social qui aurait facilité cette première grossesse. Pas même un tiers des mères n'ont eu ne serait-ce qu'une seule consultation prénatale et pratiquement toutes ont accouché à la maison.

À 13 ans, Bintou se trouve au carrefour des grands changements... Arrivera-t-elle à convaincre ses parents, pourra-t-elle rester à l'école ? Saura-t-elle maintenir vivace toute son énergie, cette insatiable curiosité ?

Sur le CD-Rom...

Rapports des ateliers sur le partage d'expériences (Mali, Burkina Faso, Sénégal) :

Ces rapports font le compte rendu des ateliers de trois jours qui ont permis de partager les expériences et qui ont été organisés par FCI au Mali, au Sénégal, et au Burkina Faso avec des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales locales et internationales, et d'organismes internationaux intervenant activement dans les domaines se rapportant à la santé et au développement des filles rurales. Les activités ont permis aux groupes de partager les buts et les objectifs de l'Initiative Filles rurales et d'échanger des informations très utiles sur leurs propres stratégies et programmes déjà mis en œuvre et qui cherchent à répondre aux besoins des filles rurales sur le plan santé et développement socio-économique. Ces ateliers ont suscité un vif enthousiasme, les participants étant d'avis que c'était une occasion inédite de partage d'idées sur leurs programmes respectifs avec des filles.

Rapports sur les évaluations participatives des besoins :

Pour étoffer la mise au point du document sur la stratégie, FCI a réalisé des évaluations participatives des besoins dans trois villages : Soula, Burkina Faso ; M'Biénina, Mali ; et Méouane, Sénégal. Dans chaque village, les chercheurs se sont entretenus avec des filles ainsi que divers membres des communautés dont les parents des filles, les maris des filles, des dirigeants administratifs et religieux, des enseignants, des experts financiers, et d'autres personnes qui connaissent bien les communautés. Les évaluations des besoins se sont concentrées sur l'éducation, les **moyens de subsistance** et la **santé de la reproduction** : trois domaines prioritaires revêtant un caractère essentiel d'après FCI pour le développement des filles rurales. Les chercheurs ont utilisé toute une gamme de méthodes de recherche participative pour collecter des données qualitatives sur la vie, les besoins, et les aspirations des filles rurales. L'esquisse ainsi brossée à partir de ces évaluations nous renvoie le portrait frappant non seulement de la vie et de la lutte quotidienne de ces filles mais aussi de leurs espoirs, rêves, et ambitions.

Document sur la stratégie pour les filles rurales : Du rêve à la réalité: stratégies pour forger un meilleur avenir pour les filles du monde rural en Afrique francophone

Les filles du monde rural ont tant besoin qu'on vienne défendre leur cause, qu'on sonne enfin l'appel en leur faveur, et qu'on vienne investir dans leur avenir. Si on veut changer et améliorer le statut des filles, les décideurs, les responsables des programmes, les ONG, et la communauté du développement en général doivent développer des stratégies pour améliorer les réalités de la vie des filles rurales et demander ou octroyer les ressources nécessaires pour mettre en œuvre concrètement ces stratégies. Ce document de stratégie traduit les recommandations et résultats des ateliers de partage d'expériences et des évaluations participatives des besoins de FCI en une série de stratégies et d'approches de programmes tout spécialement adaptées pour répondre aux besoins et problèmes des filles âgées de 10 à 22 ans qui vivent dans le monde rural de l'Afrique de l'Ouest francophone.

Guide de terrain pour la recherche participative avec des jeunes :

Ce guide exhaustif aide les chercheurs à utiliser des techniques novatrices et participatives pour prendre connaissances des besoins, opinions, attitudes, et comportements des filles et des jeunes femmes âgées de 10 à 22 ans vivant en milieu rural. Aucun outil ou guide n'existant en français pour ce type de collecte d'information non traditionnelle, FCI a mis au point le guide, l'adaptant à partir de matériel existant en anglais ou le créant tout spécifiquement à cette fin. Destiné à l'utilisation sur le terrain pour ceux en charge des évaluations participatives des besoins, le guide explique les buts des évaluations participatives des besoins, les concepts à la base, les principales étapes de la réalisation d'une évaluation des besoins, et les méthodes et instruments recommandés qui seront utilisés et/ou adaptés pour aborder les divers thèmes. Le guide couvre six thèmes :

1. Accès aux programmes d'éducation/alphabétisation fonctionnelle.
2. Accès aux informations et services de santé de la reproduction.
3. Voies et moyens de subsistance et indépendance économique.
4. Participation des filles dans les sphères de décision et de pouvoir.
5. Violence physique et psychologique à l'encontre des filles.
6. Mobilisation communautaire et politique en faveur des filles rurales.